

DIRECTION DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

ANNEXE 1

Rapport d'activité 2022

CHIFFRES CLES :

Gestion des archives :

Conseil et interventions auprès des services producteurs : 206 actions dont 85 auprès des services départementaux (dont 46 visites) et 27 auprès des communes, dont 8 visites/inspections (en 2021 : 190 actions, dont 71 auprès des services départementaux et 39 auprès des communes et des EPT, dont 5 inspections).

Eliminations autorisées :

- archives papier : 477 visas accordés pour 13408 mètres linéaires (m.l.) émanant de 167 services et organismes producteurs dont 1 463 m.l. de 78 services départementaux (en 2021 : 9799 mètres linéaires (m.l.) émanant de 154 services et organismes producteurs dont 1033 m.l. de 54 services départementaux) ;

- archives électronique en volume : 0.026 Go pour un organisme de droit privé MSP (en 2021 : 24 Go pour 2 services départementaux).

Collecte

- archives papier : 548 m.l. dont 241 m.l. des services départementaux (en 2021 : 385 m.l. dont 126.5 ml des services départementaux) ;

- Archives électroniques en volume : 295 Go (2021 : 2.3 Go après traitement).

Diffusion des archives :

Fréquentation de la salle de lecture :

- 627 lecteurs (en 2021 : 518) ;
- 1158 séances de travail (en 2021 : 897).

Consultations Internet :

- 83 172 visiteurs * (en 2021 : 107 481) ;
- 1 104 288 pages vues (en 2021 : 2 301 831).

Abonnés Facebook : 4 667 (en 2021 : 3 995).

Communication d'archives aux services : 201 mouvements (en 2021 : 230).

Recherches par correspondance traitées : 2321 (en 2021 : 2169).

Accueil des scolaires et étudiants : 1571 élèves (en 2021 : 389) ; 328 étudiants.

Accueil des adultes lors des activités et manifestations culturelles : 1763 (en 2021 : 1055).

Courriers et courriels : reçus : 3315 (en 2021 : 3061) ;

envoyés : 3291 (2021 : 3148).

* : ne sont plus comptabilisés que ceux qui ont accepté les cookies.

Nom du pôle

Initiales du nom de la direction

MISSIONS DE LA DIRECTION

COLLECTE ET CLASSEMENT DES ARCHIVES

- Déterminer des priorités de collecte conformément à la réglementation des archives et aux spécificités du Département.
- Valoriser le travail en équipe avec les personnes morales productrices d'archives, afin de tenir compte de leurs besoins dans la gestion de leur production et de leur flux d'information, sur support physique comme numérique, et de bénéficier de leur connaissance dans les missions de collecte puis de valorisation auprès du public.
- Organiser les travaux de traitement des archives de façon à les restituer au public le plus rapidement et dans les meilleures conditions possibles après leur collecte, notamment sur internet (diffusion des instruments de recherche, programme de numérisation).

CONSERVATION DU PATRIMOINE ECRIT, PHOTOGRAPHIQUE, AUDIOVISUEL ET NUMERIQUE

- Prendre en compte les nécessités liées à la conservation des documents, pour limiter les risques de dégradation et éviter le recours à des restaurations lourdes.
- Améliorer la conservation des documents spécifiques : ouvrages précieux, documents iconographiques, documents audiovisuels (films, bandes sonores).
- Œuvrer à la préservation des documents numériques.

RESTITUTION ET VALORISATION AUPRES DES PUBLICS

- Confirmer les archives départementales comme espace de mise en relation des connaissances, des projets et des initiatives de valorisation du passé et du patrimoine historique du territoire par la création de rencontres et d'échanges, en favorisant l'ouverture des projets menés par le Département aux autres acteurs patrimoniaux du territoire.
- Adapter l'accueil aux différents publics par la proposition d'offres différentes grâce à un cadre partenarial élargi et grâce à un site internet réactif.
- Diffuser la connaissance du passé du territoire en s'appuyant sur les différentes dimensions du patrimoine (patrimoine écrit, mobilier, immobilier, patrimoine immatériel).
- Participer à la construction du travail de mémoire en lien avec les associations dédiées.

CONTEXTE DANS LEQUEL ONT EVOLUÉ LES SERVICE EN 2022

En 2022, la direction des archives départementales (DAD) est définitivement sortie de la longue période de transition débutée en 2019 et prolongée à cause de la crise sanitaire. L'année a été marquée par la reprise de l'ensemble des activités d'accueil de public dans des conditions normales. Si les seuils de fréquentation de la salle de lecture ne rattraperont sans doute jamais ce qu'ils étaient en 2019, alors qu'ils décroissaient déjà inexorablement au niveau national, les élèves n'ont jamais été aussi nombreux à fréquenter les Archives depuis 2017.

Les services des fonds et des publics ont vu la stabilisation de leurs effectifs comme de leur organisation plus transverse, qui favorise la montée en compétence des nouveaux agents. La cellule de traitement des demandes de recherches par correspondance, en constante augmentation, a pu être renforcée. La DAD s'est enrichie du concours d'une doctorante en thèse CIFRE (travail sur les très riches archives de l'hôpital Charenton/Esquirol/Saint-Maurice) et d'une apprentie à la Régie audiovisuelle.

Les moyens donnés par le département au renforcement de l'attractivité des locaux ont porté leurs fruits : après l'importante rénovation du hall en début d'année, le Pavillon des archives, lieu d'accueil de groupe essentiel au déploiement des activités culturelles, qui était fermé depuis 2018, a rouvert à l'automne.

Les missions de la direction se sont accrues du suivi des 20 associations d'anciens combattants soutenues par le département, ainsi que du rétablissement de la conservation des Antiquités et des objets d'art (mission d'inventaire et de protection des objets mobiliers remarquables du territoire exercée au nom de l'Etat) après une mise à l'arrêt de 13 ans.

Enfin, la DAD a adopté un nouveau projet scientifique, culturel et éducatif (PSCE) pour les années 2022-2025, validé par l'assemblée départementale. Ce PSCE décline localement les orientations majeures de l'action publique en matière d'archives, que précise le *Cadre stratégique commun de modernisation des archives*, dont les priorités sont, entre autres, de placer l'utilisateur au cœur des dispositifs et d'accompagner la transition numérique. Ouvrant pour des collections plus riches, plus utiles, plus accessibles et mieux partagées, il a comme exigence l'affirmation de ses missions prioritaires que sont la vérification des bonnes conditions d'archivage dans les services du Département et de l'Etat, la constitution du patrimoine archivistique du territoire par la collecte raisonnée de tout support, classique comme numérique, et la garantie de son accès à l'ensemble des usagers dans leur diversité, de la communication administrative à la valorisation culturelle et scientifique, selon des modes de médiation permettant son appropriation par le plus grand nombre. Aussi, les 3 engagements pris sont de : collecter et conserver dans le temps des archives plus riches et plus utiles ; garantir l'accès aux archives à l'ensemble des usagers ; faire des Archives un lieu de socialisation autour de l'Histoire, la mémoire et le patrimoine.

RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ 2022

Archivage et gestion des archives à l'ère de la transition numérique

PSCE : Axe 1 : Collecter et conserver dans le temps des archives plus riches et plus utiles.

- 1-1 : *Bâtir une politique de collecte et de traitement globale des archives publiques et privées sur tous supports en promouvant un dialogue renouvelé avec les producteurs et le décloisonnement territorial.*

- 1-2 : *Réévaluer les collections existantes au prisme des évolutions sociétales/historiographiques/archivistique actuelles par grand domaine thématique*

La DAD a poursuivi ses interventions le plus en amont possible auprès des services, visant à optimiser la gestion des flux d'information sur tout support, à autoriser les éliminations réglementaires et à effectuer la collecte raisonnée des documents à conserver à titre définitif. 206 actions, plus qu'en 2021, ont été conduites par le service des fonds, dont 85 auprès des services départementaux, majoritairement des visites sur site, et 27 auprès des communes.

Au sein du département, le projet conduit avec les EDS depuis fin 2020 s'est achevé par la validation d'un tableau de gestion et la diffusion d'un guide d'archivage cosigné par la DAD et la DASO. Un autre tableau de gestion a été réalisé avec la DAEI. L'archivage des 17 commissariats du Val-de-Marne s'est terminé par les 7 dernières visites. Les relations avec la préfecture ont pris un cours normal (rencontres avec le SGCD et le SG, participations régulières à la réunion plénière des directeurs à la préfecture, contacts avec divers services). Plusieurs visites de découverte des archives ont été organisées pour les producteurs, notamment pour le SPIP, l'établissement pénitentiaire de Fresnes, et les notaires du Val-de-Marne, en partenariat avec le généalogiste successoral Andriveau qui a reçu en retour la visite de la DAD.

Une programmation annuelle de visites d'inspection communale a été relancée, en priorisant selon la date de la dernière inspection, la date d'arrivée de l'archiviste, l'état des relations DAD-Commune et en mettant l'accent sur les communes de l'EPT 11 (GPSEA, qui englobe le plateau Briard), dépourvues de fonctions Archives organisées. Ont été visitées Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, La Queue-en-Brie, Ormesson, Saint-Maur-des-Fossés et Saint-Maurice.

Enfin, un groupe de travail des Archives départementales franciliennes consacré aux archives des migrants a débuté par l'expertise collégiale des dossiers produits par l'OFIL de Seine-Saint-Denis.

■ Elimination et collecte des archives sur support papier et des archives numériques

Eliminations

En matière d'élimination réglementaire, après la reprise de 2021, l'année 2022 a marqué une nette progression, dépassant les chiffres de 2019 : 477 visas ont été accordés pour 13 408 mètres linéaires (m.l.) émanant de 167 services et organismes producteurs dont 1463 m.l. de 78 services départementaux, contre un total de 9799 m.l. en 2021 et de 12 815,19 m.l. en 2019. La forte sollicitation des services départementaux, 78 contre 54 en 2021, s'explique par une meilleure connaissance des procédures, grâce à la rubrique Intranet entièrement revue en 2021, et par la sensibilisation sur la nécessité d'archiver

avant les nombreux déménagements prévus en 2023 (voir ci-dessous Cap-Echat). A cela s'ajoute l'élimination de 280 ml en interne (voir ci-dessous, traitements documentaires)

Collecte et entrées

La collecte d'archives papier a nettement dépassé les chiffres des années antérieures : 548 m.l. dont 241 m.l. des services départementaux (2021 : 385 m.l. dont 126.5 ml des services départementaux ; 2019 : 531,81 m.l. dont 175 m.l. des services départementaux). Ces 548 m.l. se décomposent en 526 m.l. de versements et 21 m.l. d'archives privées.

Cet accroissement des fonds départementaux est principalement dû à l'entrée de la classothèque Enfance (166,14 ml). Sont également entrés le fonds d'Estelle Havard, ex DGA du pôle PRHP (30 ml) et des dossiers papier de la photothèque du SIGEC (21ml). L'unique versement important d'archives électroniques de l'année est précisément celui de cette photothèque (287 Go). Le métrage entré des services extérieurs de l'Etat, au niveau départemental ou régional, est aussi plus important : 277 m.l. pour 171.28 en 2021, provenant essentiellement de la DRIETS, dont les fonds abondants feront l'objet d'une réévaluation en 2023. La DAD a reçu un reliquat conséquent de rôles d'impôts du centre de Villejuif (71.35 ml) et les minutes civiles et pénales du TJ pour les années 1985-1988 (78,7 ml). Les UEMO de Créteil et Nogent-sur-Marne (PJJ) ont versés 59 m.l. de riches dossiers. A noter également la reprise des versements des Hôpitaux de Saint-Maurice (16.24 ml), à replacer dans le cadre plus large des actions menées envers cet établissement dans le cadre de la thèse CIFRE et de la restructuration en cours de cet établissement.

En archives privées, les collections se sont enrichies de 27 dons, dont plusieurs ensembles de matériel photographique et cinématographique, 4 dépôts et 5 acquisitions, pour un total 8283 €. 45 bobines de film 16mm amateur de grande qualité des années 1940 à 1960 ainsi que 15 objets sont venus compléter un premier dépôt de M. Roger Picavet de 2009, qui comprenait 4 films sur la libération de Paris et les inondations de Chennevières. Le fonds Lucien Bessières, 24 plans sur calque de 1856, représentant des façades d'églises du Val-de-Marne et des vues de Gentilly, a été acquis pour 6.200 €. La DAD a opéré une revendication d'archives publiques au nom de la ville de Villeneuve-le-Roi pour des pièces produites par le maire de la commune à la fin de la Révolution Française.

Enfin, la bibliothèque, qui comprend plus de 12 000 références, s'est enrichie de 98 nouveaux ouvrages. Mieux la faire connaître et la rendre plus accessible constitue l'un des projets du PSCE.

▪ **L'archivage électronique**

Le système d'archivage électronique (SAE) de la DAD a été acquis et intégré au sein du système d'information du Département par la DSI. Il s'agit de la solution « Asalae » portée par l'éditeur Libriciel. La DAD a conduit les tests fonctionnels de l'outil : Asalae répond effectivement à l'expression du besoin formulée l'année précédente. Le SAE sera mis en production au début de l'année 2023. La DAD est donc prête à assurer la collecte et la conservation pérenne des archives numériques. Le chef de projet Archives électronique a continué la sensibilisation des services, notamment lors d'une intervention en comité de direction du pôle Energies, patrimoine et déplacements, dont il est par ailleurs l'archiviste référent. Cependant, les services, inconscients du coût réel du stockage de données électroniques qui n'ont plus d'usage quotidien, ne

recourent quasiment pas à la demande d'élimination, ni à celle de versement. A présent que l'outil de conservation pérenne existe, il convient que la DAD et la DSI le fassent savoir plus ouvertement.

▪ Les traitements documentaires

Plusieurs travaux importants ont été conduits dans les fonds iconographiques et audiovisuels : l'harmonisation des descriptions et l'indexation des 619 documents audiovisuels du fonds regroupant les montages du service communication du conseil général de 1980 à 2005, en vue de leur publication en ligne dans le cadre du lancement de la v7 du site Internet ; le lancement, grâce à une prestation de classement, du traitement des documents audiovisuels (200 pièces) du fonds de l'Union nationale des Jeunesses musicales de France, entré via le partenariat PAJEP, ce dépôt étant transformé en don à cette occasion ; le classement et la mise à disposition du fonds Lucien Bessières et du fonds photographique Mairet, entré en 2021 et qui va être mis en lumière dans le prochain ouvrage *+Photographies v4* du ministère de la Culture.

En matière d'archives publiques, les fonds des élus de la mandature précédente ont été traités. Un stagiaire de Master 2 de l'UPEC a commencé la reprise des fonds de l'aménagement en vue de leur réévaluation et de leur reclassement a débuté par le service territorial nord de la DTVD, de la DDE (dossiers et photothèque).

La réévaluation des archives de la DDE et des justices de paix ainsi que la destruction de la comptabilité ancienne du département que la DAD gardait encore en préarchivage et de 146 m.l. de listes d'émargement ont permis la destruction de 280 m.l. en interne, ce qui a limité à 227 m.l. l'accroissement en magasin.

▪ La contribution au projet Cap Echat.

Dans le cadre du projet Cap Echat, la DAD a continué ses interventions et noué de bonnes relations avec la nouvelle équipe projet, qui a bien compris son positionnement. La liste des correspondants archives a été mise à jour (13 correspondants et 1 archiviste). Les archivistes référents de la DAD ont travaillé à l'élaboration de critères de tri de dossiers complexes pour la DSEA et la DTVD. Malgré une note d'alerte de la DAD à ce sujet, la dernière archiviste encore en poste à la DRH n'a pas été remplacée après son départ à la retraite.

La conservation

PSCE 1-3 : Garantir la pérennité de la conservation des collections.

▪ Le programme de numérisation.

Inscrit dans le cadre d'un marché quadriennal passé auprès de 5 entreprises, qui s'achève fin 2023, le plan de numérisation permet la sauvegarde des archives et leur valorisation sur Internet. La couverture numérique des fonds audiovisuels étant désormais bien avancée, les priorités devront porter sur des fonds papiers et photographiques à partir de 2024.

Les objectifs de 2022 ont été atteints, avec un total de 101.553 vues, 213 heures d'archives audiovisuelles et 101 heures d'archives sonores pour un budget total de 54.048 € (7798 vues. 350 heures d'archives audiovisuelles et un budget de 63 898 euros en 2021). Les travaux ont porté sur le début de la numérisation des matrices cadastrales (221, pour 98 105 vues), pour

en faciliter l'accès, 458 cartes postales, 2990 tirages issus de reportages sur le patrimoine départemental commandés par la DAD dans les années 80, 205 heures de films de la cellule audiovisuelle du service de la Communication du département, plus 101 heures audio des séances du conseil général et des conférences de la DAD.

▪ Le récolement, le plan de sauvegarde des biens culturels (PSBC) et la régie des œuvres.

Lancé en 2020, le récolement réglementaire des fonds est quasiment terminé. La reprise des données va permettre la mise à jour du logiciel métier. Sous réserve d'ultimes vérifications, il apparaît que sur les 27 kml équipés, il resterait une capacité de 5.5 à 6 kml vacants, ce qui permet d'envisager l'extension qui s'impose à moyen terme un peu plus sereinement qu'estimé au jugé ces dernières années, d'autant que la DAD s'attache à limiter l'accroissement de ses fonds, par la réévaluation des collections notamment.

En s'appuyant sur un groupe de travail mis en place par le SIAF, la direction des Archives a élaboré son PSBC, plan d'évacuation des collections en cas de sinistre. Les procédures ont été testées lors d'un premier exercice qui a également permis de sensibiliser les agents, dont la formation va se poursuivre par un nouvel exercice début 2023. Ce travail devrait s'achever lors du premier semestre 2023 par la finalisation de la priorisation des fonds, leur marquage et la validation du PSBC par l'ensemble de ses acteurs.

5 expositions itinérantes ont été prêtées : « Circulez. Transports et mobilité en Val-de-Marne du XVIIIe siècle à nos jours » et « Entrée-plat-dessert. Alimentation en Val-de-Marne du XVIIIe siècle à nos jours » au Collège Albert Schweitzer de Créteil ; « Les enfants de la grande guerre » à l'Ecole Jean Jaurès de Villiers-sur-Marne ; « +2°C ? Les Val-de-Marnais, le climat et l'environnement : 1780-1985 », successivement à la Maison des syndicats de Créteil et à la ville de Saint-Maur-des-Fossés pour les Journées européennes du Patrimoine.

▪ La gestion du bâtiment.

PSCE Axe 3 - Faire des Archives un lieu de socialisation autour de l'Histoire, la mémoire et le patrimoine

3-1 : Réinventer les lieux de l'accueil du public.

L'agrandissement du hall par la réduction des espaces réservés à la direction et son réaménagement se sont achevés en mars. Ces travaux ont porté sur le déplacement de la banque d'accueil du public, la création d'une zone de convivialité pour le public, et la remise en valeur de l'escalier central ainsi que des espaces tels qu'ils étaient à l'ouverture du bâtiment (suppression des bâches de chantier obscurcissant les 2/3 du hall depuis 2012).

Cette rénovation très réussie a renforcé l'attractivité des Archives tout comme la réouverture du Pavillon en septembre, après 4 années de fermeture, dont les capacités d'accueil ont permis dès la fin de l'année de recevoir aisément le public scolaire et d'accueillir d'autres services du Département sur les créneaux disponibles, ce qui renforce considérablement la visibilité de la DAD.

La recherche de financements.

La DAD a perçu 26 772 € de recettes, soit 16 710€ de plus que les 10 062 € de 2021 : 6272 € sont des recettes propres, dues essentiellement à la fourniture de copies et numérisations faites à la demande des lecteurs, et 20500€ proviennent de subventions de la DRAC pour le programme de numérisation des archives, le financement de la moitié des acquisitions de documents anciens, ainsi que, pour la première fois, la scénographie de l'exposition, ce qui

a fait doubler cette aide par rapport à celle de 2021. En outre, le département perçoit une subvention annuelle de 14 000 € pendant 3 ans pour l'embauche de la doctorante de la thèse CIFRE accueillie à la DAD.

La diffusion des archives

PSCE Axe 2 : Garantir l'accès aux archives à l'ensemble des usagers.

2-1 : Mieux diffuser nos ressources

2-2 : Enrichir et diversifier l'offre de valorisation culturelle, physique et numérique en adaptant les propositions selon les thématiques et les objectifs.

▪ Accueil en salle de lecture et recherches.

En 2022, la décrue du public en salle de lecture s'est poursuivie : 627 lecteurs se sont inscrits contre 518 lecteurs en 2021 et 901 en 2019, soit une baisse de 30.4 % en 3 ans. Le nombre moyen de lecteurs par jour de fréquentation est passé de 7 en 2019 (sur 239 jours d'ouverture) à 4.7 en 2021 (sur 190 jours d'ouverture) et 3.3 en 2022 (pour 189 jours d'ouverture). Il est intéressant de noter cependant que les habitudes de consultation du public qui se déplacent n'ont sans doute pas variées, car leur nombre de séances de travail est constant, de 1.8.

Outre le désintérêt des étudiants pour la recherche historique, qu'un projet de bourse d'incitation ambitieuse de corriger à la marge, ne serait-ce que pour promouvoir des travaux universitaires sur le territoire, cette désertion persistera, sans nécessairement s'aggraver, car le public professionnel délègue désormais massivement ses recherches au personnel des archives par courriel, moyennant le paiement peu onéreux de la copie des documents recherchés.

Aussi les demandes de recherche à distance, au nombre de 2321, connaissent-elles encore une augmentation de 10.4 % depuis 2019. Par rapport à 2021, si la proportion des recherches universitaires demeure faible et stable (86 contre 77), les recherches des professionnels (généalogistes professionnels, notaires, géomètres, journalistes, cabinet d'études, autres collectivités, etc.), au nombre de 1101, ont augmenté de 13.9 % par rapport à 2021 et celle des particuliers (établissement de droits, histoire familiale ou des lieux de vie), au nombre de 1121, de 12.7 %. L'augmentation des demandes de recherche de jugements de divorce, qui a entraîné le doublement des demandes d'accès en dérogation (de 15 à 30 en un an), procédure complexe requérant souvent jusqu'à 6 échanges entre demandeur, service versant et DAD, est due à l'entrée de minutes de plus en plus récentes du TJ.

Le service des publics a pu se réorganiser pour faire reposer l'instruction des recherches, qui connaissent de fortes variations quotidiennes et dont le temps de traitement est parfois long, sur 3 agents qui s'y consacrent à tiers ou mi-temps, tandis que les accueils en salle de lecture mobilisent, quel que soit le nombre de lecteurs, 3 agents par demi-journée.

▪ Internet.

En baisse par rapport à 2020, année exceptionnelle en raison des confinements successifs et du dense programme proposé par la DAD, la fréquentation du site Internet était demeurée élevée en 2021. Selon les statistiques de 2022, elle aurait baissé de 22 % en un an, le nombre de visiteurs étant passé de 107 481 à 83 172, tandis que le nombre de connexions aurait baissé de 34 % et celui des pages consultées chuté de 50 %, passant de 2 301 831 à 1 104 288. Ces chiffres, ramenés au public accueilli en salle de lecture, demeurent un peu supérieurs au ratio moyen des services d'Archives départementales d'1 lecteur pour 130 visiteurs en ligne, puisqu'ils sont d'1 lecteur pour 133 visiteurs en ligne (hors réseaux sociaux). Ils n'en demeurent pas moins problématiques, car rien n'indique une telle désaffection du public en ligne, ni le recours plus fréquent au service de recherche à distance, ni le nombre croissant d'abonnés aux réseaux sociaux (voir ci-dessous).

Aussi ces statistiques sont-elles sans doute à prendre avec précaution. Entre septembre 2021 et mai 2022, à la suite du paramétrage mis en place en application du RGPD offrant aux internautes la possibilité de refuser les cookies, l'outil statistique n'a plus comptabilisé une partie du public. De mai à juillet, un dysfonctionnement consécutif à l'installation d'un nouvel outil statistique corrigeant cette défaillance a empêché le relevé de données fiables. Par la suite, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les statistiques relevées précédemment l'étaient vraiment. Aussi faudra-t-il attendre une année pour tirer des conclusions de cette baisse, si celle-ci est avérée.

Comme en 2021, la consultation de l'état-civil demeure très majoritaire, ainsi que celle des recensements de population. Les internautes continuent aussi de recourir largement au moteur transversal mis à leur disposition pour les recherches dans les ressources en ligne.

Les dernières mises en ligne d'archive numérisées ont suscité l'intérêt telles que la base des fonds iconographiques qui regroupe 2290 documents provenant essentiellement de la photothèque de la Préfecture, que complétera en 2023 la photothèque du conseil général, ou les annuaires commerciaux Bijou des années 1925 à 1991.

La DAD a également produit plusieurs contenus originaux. Un dossier pédagogique, *Paroles des années noires*, adapté d'une publication papier et DVD, comprenant documents, témoignages, fiches contextuelles et chronologie, a été publié pour l'anniversaire de la libération de Paris le 25 août. La Story map Risque et nuisance en Val-de-Marne, créée avec le SIGEC, a été prolongée jusqu'en 1995 pour couvrir l'épisode 2 de l'exposition « +2°C ? ». En mars, l'exposition en mode diaporama « Retour sur le déconfinement » a marqué la fin du cycle des Mémoires de confinement, restitution de la collecte de témoignages opérée en 2020.

Enfin, la page « Nos productions audiovisuelles » a été ajoutée dans la rubrique « Histoire et Patrimoine », afin de recenser l'ensemble des documentaires, web série, animations, reportages, tutoriels et podcast réalisé par la régie audiovisuelle toujours très active.

▪ Réseaux sociaux

Depuis 2019, la page Facebook a triplé son public et son nombre d'abonnés a augmenté de 16% par rapport à 2021, pour atteindre 4667. Twitter plutôt destiné aux professionnels du Patrimoine, en compte 1164 en 2022, soit 213 de plus qu'en 2021. Instagram trouve sa place et a déjà réuni 336 followers entre octobre et décembre.

Poursuivant et développant les initiatives nées durant les confinements de 2020, la DAD propose toujours ses rendez-vous ludiques et interactifs jalonnant la semaine, (Mecredi Puzzle, Jeudi Photo, Promenade Du Dimanche, L'affiche De La Semaine), ainsi que des rendez-vous ponctuels (RétroArchives, CeJourLà, ZoomSur et Hommage).

Pour que le public des réseaux sociaux puisse faire le lien avec les archives et les archivistes, source des productions qui le distraient en l'instruisant et travail de ceux qui les mettent à sa disposition, deux rendez-vous ponctuels sur les archives ont été ajoutés, EnCoulisse et LesExperts.

Si le public de Twitter plébiscite les JeudiPhoto et celui d'Instagram LesExperts, celui de Facebook a particulièrement apprécié et commenté le Post sur l'histoire de la Bièvre dans le cadre de la réouverture partielle, les RétroArchives Colonie de Champigny-sur-Marne en 1950 et Hiver à Vincennes, les Promenades du dimanche à Bonneuil, Orly et Nogent, les Cejourlà sur l'inauguration de la base de loisirs de Créteil et sur les inaugurations des stations de métro de Villejuif-Louis Aragon, de Créteil L'Echat et de Maisons-Alfort-Les Juliottes, ainsi que les EnCoulisses sur l'opération de collecte d'archives à la PJJ et le classement du fonds de dessins Bessières.

Ce goût pour la découverte ludique de l'histoire locale et les interactions que les diffusions des Archives suscitent sont contrebalancés par la baisse des travaux d'indexation collaborative, qui s'adressent plutôt aux lecteurs des

archives et aux généalogistes. Trois fonds sont proposés à l'indexation par le public, l'Etat civil et les recensements depuis 2018, les tables de succession depuis 2020, totalisant 27341 annotations. Après une progression constante jusqu'en 2020, on constate l'essoufflement de ces travaux depuis 2021. Le dernier chantier, trop complexe, n'a quasiment pas trouvé preneur. Afin de relancer l'intérêt pour l'annotation collaborative il est prévu d'en faire la communication sur les réseaux sociaux, de réfléchir à l'ouverture de nouveaux fonds plus accessibles et de compléter le site par l'acquisition d'un module permettant de valoriser les internautes participant en créant plus d'interaction.

▪ La valorisation scientifique et culturelle.

Le retour à la normale s'est traduit par la participation de 3334 personnes aux activités ou aux événements organisés par la DAD, soit une augmentation de 67% par rapport à 2021, qui ne traduit cependant qu'une légère hausse, car l'année précédente le public n'avait pu revenir qu'à partir de septembre. Ces 3334 personnes se répartissent en 1763 adultes et 1571 jeunes de moins de 18 ans venus sur le temps scolaire. 2644 ont pris le chemin des Archives à Créteil et 690 celui de la Maison de l'Histoire et du Patrimoine (MHP) à Champigny où la programmation s'est organisée autour de 3 expositions successives (voir ci-dessous).

La réouverture du Pavillon mi-octobre a été très bénéfique à la DAD, lui redonnant des capacités d'accueil immédiatement mobilisées pour 35 demi-journées, dont 11 ont servi à l'accueil de groupes scolaires, 15 à divers événements de la DAD ou de ses partenaires et 9 à l'accueil d'autres services ou directions du département, dont un déjeuner presse du président et la tenue de la journée de la laïcité à laquelle la DAD a participé par le prêt d'une exposition. Ces accueils permettent de faire découvrir leur patrimoine archivistique aux agents lorsqu'ils s'accompagnent de la visite des magasins, comme ce fut le cas pour la direction des crèches notamment.

L'épisode 1 de l'exposition « +2° ? Les Val-de-marnais, le climat et l'environnement, 1780-1945 », remonté en format allégé de mars à juillet, et l'épisode 2 consacré aux années 1945-2015 ouvert mi-septembre, ont reçu 763 visiteurs, dont 309 de collégiens et lycéens, quasiment tous dans le cadre de visites guidées. L'inauguration de l'épisode 2 a rassemblé 70 invités. Les réseaux de la DACTES, mobilisés dans le cadre des journées de l'environnement notamment, et ceux de la DSEA dans celui du Plan bleu ont permis l'accueil de 163 professionnels ou membres du secteur associatif impliqués dans les questions environnementales, ce qui consacre les efforts de la DAD pour intéresser les autres directions du département à leur activité. Afin de privilégier l'exposition sur site, il a été décidé de ne pas multiplier les supports virtuels dès les premiers mois d'ouverture, comme cela avait été fait pour l'épisode 1 ouvert durant la crise sanitaire, mais de les proposer plutôt en 2023, afin de relancer l'intérêt du public. Malheureusement, la visite à 360° préparée pour un lancement en janvier 2023 ne verra sans doute jamais le jour, car l'application Roundme, à laquelle recourait la DAD pour l'ensemble de ses visites panoramiques, s'est interrompue, ruinant plusieurs jours de travail sur l'exposition mais aussi sur un projet de visite immersive de l'ensemble du site de Créteil qui était quasiment achevé. En revanche, la Story map complète conçue avec le SIGEC, récit en cartographie dynamique des risques et nuisances en Val-de-Marne de 1780 à 1945, a été mise en ligne et se trouve aussi accessible dans l'exposition, sur une table interactive.

Durant l'été, la DAD a poursuivi sa contribution à la Caravane des jeux, dans les parcs de Chevilly-le-Rue et du Tremblay, mais la faible fréquentation (25 personnes en tout) de ces activités ne semble pas justifier cet investissement, surtout en période de sous-effectif estival. En revanche, les grands événements nationaux, nuit des musées en mai (153 personnes à Créteil), fête de la musique en juin (90 personnes à la MHP) et Journées européennes du patrimoine ont remporté un franc succès en remplissant les jauges prévues. Les Journées européennes du Patrimoine ont rassemblé 337 participants, soit 27.6 % de plus qu'en 2021, mais en proportion différente : 149 visiteurs se sont rendus à

Champigny, soit près de trois fois plus que l'année précédente, ce qui est sans doute dû à l'intégration par la Ville de Champigny de la MHP dans son circuit de visite, tandis que 188 ont rallié Créteil, contre 211 en 2021. Le public de ces deux jours a passé généralement une demie journée entière à découvrir la vingtaine d'activités réparties entre les deux sites.

Si les 8 conférences et projections de films qui ont jalonné les expositions ont réuni 170 personnes, on constate la difficulté croissante à faire se déplacer le public, à Créteil notamment, ce qui nécessitera à l'avenir un recours plus fréquent à des formats en distanciel, ou mixtes, ainsi qu'à des captations plus systématiques pour des diffusions en ligne. La fréquentation des ateliers destinés aux généalogistes amateurs décline (76 participants en 17 séances contre 78 généalogistes amateurs pour 12 séances en 2021), ce qui coïncide avec la désaffection constatée plus haut de l'indexation collaborative. Les cours de paléographie, rouverts en septembre après 2 ans d'interruption, réunissent 13 élèves alors qu'ils en comptaient une quarantaine avant la crise sanitaire. Si ces activités déclinent, il n'est pas question de les abandonner car seules les Archives sont à même de les proposer, mais de les renouveler en les intégrant, par exemple, sous la forme d'initiation, à des accueils multi-activités qui séduisent de plus en plus les groupes et devraient attirer plus fréquemment aux Archives les associations d'amateurs d'histoire, réseau que la DAD a souhaité redynamiser en organisant la première rencontre des sociétés savantes du Val-de-Marne à la MHP avec Clio94 (voir ci-dessous).

En matière scientifique, la directrice a été sollicitée pour présenter une intervention sur « L'opération Mémoires de confinement, une collecte en territoire » dans le cadre du séminaire de recherche consacré aux Nouveaux paradigmes de l'archive (CNAM, Ecole des Chartes, Archives nationales), intervention suivie d'un article co-écrit avec Julia Moro, doctorante et webmestre à la DAD, « Toucher le public : nouveaux modes d'interaction par le numérique ».

▪ L'action éducative et la formation

Après quelques retours timides lors du dernier trimestre 2021, l'accueil des scolaires a pleinement repris en 2022, favorisé à la rentrée de septembre par l'arrivée d'une nouvelle professeure relais et par la réouverture du Pavillon.

1571 élèves ont été accueillis, trois fois plus qu'en 2019 (637), soit 58 classes (dont 23 en Rep et 4 en Rep+) issues de 4 écoles élémentaires, 20 collèges publics, un lycée public et un lycée privé, provenant de 20 communes du département.

Il leur fut proposé des ateliers thématiques, une préparation au Concours national de la résistance et de la déportation (CNRD), des visites d'exposition accompagnées de livrets pédagogiques et, parfois, de la découverte des métiers des archives, ou encore un accompagnement dans le cadre d'un projet d'éducation artistique et culturelle (collège Edouard-Branly de Nogent, élaboration d'un guide touristique), et d'un projet d'enseignement pratique interdisciplinaire (Collège Paul-Vaillant-Couturier de Champigny-sur-Marne, histoire des migrations). Deux groupes d'éco-délégués du collège Edouard-Herriot de Maisons-Alfort et du lycée Guillaume Apollinaire de Thiais ont pu découvrir l'exposition « +2° ? » de façon privilégiée.

La DAD a reçu 4 groupes d'enseignants, un pour une visite de découverte et trois pour des stages, dont l'un, consacré à la construction des mémoires, initialement prévu au musée de la Résistance nationale, a été hébergé aux Archives sur demande de son professeur relais.

Témoignage de la diversité et du niveau des offres proposées par les Archives, l'accueil des étudiants a connu une nette augmentation et s'est diversifié, puisque 328 étudiants de 8 formations différentes ont été reçus. Pour l'UPEC, la DAD a maintenu son partenariat dans le cadre du master Histoire et média par la délivrance de 45 heures de cours, l'encadrement d'un projet tutoré et

l'accueil d'un stagiaire, mais a également reçu les étudiants de L3 d'Histoire et ceux du master Histoire publique. Les élèves de l'Ecole nationale des Chartes et de l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Val-de-Seine, les étudiants des universités Gustave Eiffel et Paris8, ainsi que les enseignants stagiaires de l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) ont été reçus pour la première fois.

Enfin, les Archives du Val-de-Marne ont été choisies pour présenter les archives départementales à 33 archivistes étrangers reçus dans le cadre du Stage annuel technique international des Archives (ministère de la culture).

Les relations aux partenaires

PSCE Axe 3 : Faire des Archives un lieu de socialisation autour de l'Histoire, la mémoire et le patrimoine (entre Créteil, la Maison de l'Histoire et du patrimoine et en ligne) :

3-2 : Accroître le rayonnement des Archives par de nouvelles offres et en plaçant les partenariats au cœur de ses activités

- *Elargir le champ d'intervention des Archives aux autres objets du patrimoine*
- *Confirmer le rôle des Archives comme fédératrices/activatrices de réseaux:*
- *Confirmer le rôle des archives comme promotrices d'initiatives culturelles, historiques et mémorielle.*

En contribuant financièrement et activement à la construction par le Département et les acteurs du territoire d'une mémoire offrant à tous les Val-de-marnais liens et ancrage, la DAD entretient un patrimoine immatériel qui fait écho au patrimoine matériel dont elle a la charge, éclairant le passé, et préparant l'avenir auprès des jeunes générations.

▪ Le musée de la Résistance nationale

Le musée ayant plongé dans une profonde crise de gouvernance dès mars 2022, il n'a pas été possible de concrétiser les collaborations envisagées en début d'année avec son directeur scientifique, qui a quitté son poste au printemps. Toutefois, la DAD a apporté son concours à la déclinaison locale de l'exposition consacrée aux bals clandestins, conçue par le musée de de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

▪ La Maison de l'histoire et du Patrimoine

En diversifiant les initiatives et en s'ouvrant à un plus large public, la programmation de la MHP et de ses associations résidentes¹ a touché 690 personnes lors des 31 jours d'ouverture au public, soit le double de l'année 2021, année tronquée toutefois en raison de la crise sanitaire.

De janvier à décembre, trois expositions ont été présentées avec 19 visites guidées attirant 186 personnes et 2 ateliers scolaires réunissant 42 élèves. Deux de ces expositions (« Circulez ! Transports et mobilité en Val-de-Marne du XVIIIe siècle à nos jours » et « Entrée-Plat-Dessert. L'alimentation en Val-de-Marne du XVIIIe siècle à nos jours ») relevaient de volets itinérants des expositions temporaires des Archives tandis que la troisième (« Champigny et la guerre de 1870-1871. Histoire et mémoire ») s'inscrivait dans un partenariat avec la ville de Champigny-sur-Marne à l'occasion du centenaire de la guerre de 1870. En lien avec ses trois expositions, les deux projections et les deux rencontres organisées ainsi que le concert de la Fête de la Musique, les ateliers

¹ Clio94 (fédération de 34 sociétés d'histoire du Val-de-Marne), Itinéraire et histoire ouvrière en Val-de-Marne (IHOVAM), Association des amis de la Fondation pour la mémoire de la Déportation du Val-de-Marne (AAFMD94), Institut d'histoire sociale (IHS).

ludiques et le conte proposés lors des Journées Européennes du Patrimoine ont attiré 279 spectateurs.

En juin, la tenue du premier forum des sociétés savantes du Val-de-Marne sous l'égide de Clio94, « Montrer le passé pour préparer l'avenir », a rassemblé 53 adhérents issus de 10 associations, ce qui est un succès pour un événement préparé rapidement, quasiment sans communication.

Les rencontres/conférences d'ordre historique et mémoriel ont réuni 30 personnes pour celle de l'AFMD94 sur les déportations de l'année 1942 et 25 personnes pour chacune de celles de l'IHOVAM, sur les fusillés et sur les plaques commémoratives de la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, le colloque annuel de Clio94, consacré au « Patrimoine bâti, origines, préservation, usages », particulièrement dense cette année, a mobilisé 50 participants autour de 14 interventions.

▪ Le Pôle de conservation des archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire (Pajep)

En 2022, la DAD a financé une prestation de 3 mois sur les archives audiovisuelles de l'Union nationale des Jeunesses musicales de France disques, cassettes audio, VHS, au riche contenu, animations pédagogiques, concerts scolaires, comités, rassemblements, congrès, qui témoignent de la vitalité pédagogique, artistique mais aussi institutionnelle de ce mouvement créé en 1944 (voir ci-dessus, classement).

Le colloque « De l'animation nature à l'éducation à l'environnement ? France, années 1970-1990 » (30 et 31 mars, à Paris) a clôturé une série de séminaires et journées d'étude tenus ces 5 dernières années sous le pilotage de l'historien Laurent Besse et de la spécialiste en sciences de l'éducation Dominique Bachelart, avec l'appui constant des Archives du Val-de-Marne. Grâce à l'engagement conséquent de la DAD, le colloque a donné à voir toute la diversité des archives conservées par les associations : des archives audiovisuelles, avec la réalisation d'un montage par la régie audiovisuelle, et des archives papier, grâce à la mise à disposition exceptionnelle d'archives originales hors de leurs murs et une médiation auprès des militants et du grand public.

Enfin, les fonds du PAJEP conservés aux Archives départementales ont servi pour la publication de l'ouvrage *Voir, juger, agir. Action catholique, jeunesse et éducation populaire (1945-1979)*, première synthèse globale et comparative de différents mouvements de jeunesse de l'Action catholique pilotée par Bernard Giroux.

▪ Le travail de mémoire et le soutien aux projets de valorisation historique

En 2022, le budget de l'aide départementale à 20 associations d'anciens combattants et victimes de guerre a été confié à la DAD, budget alloué pour moitié à l'ONAC/VG du Val-de-Marne. L'année 2022 a été consacrée à reconstituer les dossiers et le réseau des interlocuteurs, 2023 pourrait permettre d'envisager un partenariat de contenu avec l'ONAC/VG sur les questions mémorielles (recueil de témoignages de Harkis envisagé), partenariat également souhaité par l' élu de secteur.

Comme chaque année, la DAD a apporté une aide de 5000 € au voyage scolaire sur les lieux de mémoire combattante, organisé par l'Union Départementale des Associations de Combattants et victimes de guerre du Val-de-Marne (UDAC 94) depuis 29 ans au bénéfice des collégiens, dans le

cadre d'un partenariat avec le Département intitulé « Combattants d'hier, jeunes d'aujourd'hui », soutenu par l'Académie de Créteil. L'initiative programmée pour l'année scolaire 2022-2023 prévoit le voyage de 1 000 élèves issus de 20 collèges du Département au musée de La Coupole à Wizernes près de Saint-Omer (Pas de Calais).

Deux membres de la DAD ont siégé au jury du Concours national de la résistance et de la déportation. La DAD participe aussi à la cérémonie départementale des remise des prix de ce concours.

Seuls 2 projets de valorisation historique ont été soutenus, contre 4 en 2021 et 14 en 2019 : 3000 € ont été octroyés à la SMLH pour son exposition « Les Val-de-marnais remarquables et remarquables, titulaires de la légion d'honneur », déjà soutenue à hauteur de 5000 € en 2018 ; 5000 € ont été octroyés à la Société des Amis de Vincennes pour la mise en valeur du château de Vincennes par la célébration de l'anniversaire de la mort de d'Artagnan.

Afin de faire mieux connaître cette possibilité d'aides de moins en moins sollicitées et de permettre le choix éclairé des projets les plus pertinents, il est prévu de lancer un appel à projets « Archives histoire, mémoire » en 2023.

▪ Le patrimoine mobilier

Aboutissement de démarches entreprises dès 2020 auprès de la DRAC d'Ile-de-France, mais retardée par la crise sanitaire, la conservation des Antiquités et objets d'art, mission exercée au nom de l'Etat de récolement des objets mobiliers du Département en vue de leur protection, en sommeil dans le département depuis 2010, a été réactivée, avec l'accord du président du département, par la nomination de la directrice des Archives comme conservatrice des antiquités et des objets d'art et d'une attachée de conservation du service des publics, Elise Lewartowski, comme conservatrice déléguée. Les deux conservatrices consacreront un ratio d'un jour par mois pour l'une et d'un jour par semaine pour l'autre à cette mission. Les campagnes de récolement et visites devraient reprendre dès le début 2023.

RESSOURCES ET PILOTAGE

Les ressources humaines

Noms des services	Nombre de postes budgétairement autorisés au 31/12/2022 au sein de chaque service
Service Ressources-conservation	8
Service des fonds	12
Service des publics	8



- Nombre de postes budgétairement autorisés : 28 (+1 poste Etat pourvu et 2 vacants)
- Nombre de postes vacants au 31 décembre 2022 : 2
- Age moyen en 2021 : 45,1 ans.
- Formations : non communiqué.

Les données budgétaires

Les informations budgétaires seront recueillies par la DEMO auprès de la Direction des Finances et des Marchés dès la fin de l'exercice budgétaire. Elles seront présentées sous forme de graphiques.



Conseil départemental du Val-de-Marne

Nom du pôle

Initiales du nom de la direction

